

ministériel, et d'ailleurs nous attendons avec plaisir le ministre de l'Industrie et du Commerce israélien, M. Gideon Patt.

Comme je l'ai déjà indiqué au Comité du Sénat, j'espère et je compte bien visiter certains pays du Moyen-Orient, y compris Israël, au cours de l'année. Je veux effectuer ce voyage car d'importants changements sont survenus depuis ma dernière visite dans la région, changements qu'il faut voir de première main si l'on veut bien comprendre les réactions des pays concernés aux événements qui les touchent.

Je considère que cette nouvelle visite en Israël réaffirmera l'engagement fondamental du Canada à l'égard de la nation israélienne. Nous avons constamment appuyé son existence comme État indépendant dans la région et à l'abri des menaces. C'est là une composante fondamentale de notre politique du Moyen-Orient, composante qui n'est pas appelée à changer. D'ailleurs, en raison de notre engagement, nous avons parfois été très loin dans l'appui diplomatique que nous avons accordé à Israël. À titre d'exemple, quand l'existence d'Israël et sa légitimité étaient mis en cause dans des instances internationales, nous nous sommes fermement opposés à de tels efforts pour miner la position d'Israël.

#### Appui canadien

Ces derniers mois, il y a eu trois tentatives pour priver Israël de sa qualité de membre d'organismes des Nations Unies, soit à la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.), à la Conférence plénipotentiaire de l'Union internationale des télécommunications et à l'Assemblée générale des Nations Unies. Nous ne nous sommes pas uniquement opposés énergiquement à ces tentatives en raison de notre adhésion aux principes de l'universalité, mais dans certains cas nous avons pris l'initiative afin de défendre ce principe. Par exemple, à la Conférence de l'A.I.E.A. en septembre dernier, le Canada et d'autres États ont réussi à rallier le tiers des voix nécessaires pour défaire une résolution appelant l'expulsion d'Israël de l'Agence en raison de son attaque contre les installations nucléaires iraqiennes. Malheureusement, à la fin de la Conférence, une décision irrégulière sur un point de procédure suite à un vote tardif d'une délégation, qui brisa une égalité des voix à 40 pour et 40 contre, entraîna le rejet des créances d'Israël pour cette conférence uniquement. Le Canada et seize autres États quittèrent la Conférence en signe de protestation.

Il est un autre point à souligner en ce qui concerne les centaines de résolutions présentées au sein du système des Nations Unies. Le Canada ne rédige pas ces résolutions et n'a donc aucun contrôle sur leur contenu. Par conséquent, nous ne les considérons pas comme un véhicule adéquat pour exprimer la politique canadienne, même si nous tenons compte, au moment de voter, de la portée et de l'équilibre fondamentaux de chaque résolution.

Je me souviens qu'en 1976, l'ex-premier ministre Yitzhak Rabin avait fait observer que, de l'extérieur, le conflit entre Arabes et Israéliens semble beaucoup plus simple